

L'ÉCO

de la semaine



02 au 06 mars 2026

SOMMAIRE

Approvisionnement en carburant - L'OMH sur le qui-vive	2
Partenariat - La Banque européenne mobilise six grands projets.....	2
Financements BEI : Un portefeuille stratégique en progression, malgré des décaissements sous contrainte	3
EJE SHIFT 2026 : la jeunesse entrepreneuriale à l'ère digitale	3
Import-export – Recul global des activités commerciales entre Madagascar et les Etats-Unis en 2025	4
Transport aérien - La fermeture de l'aéroport de Dubaï chamboule les vols	5
Stratégies & territoires – BECOM : une alliance stratégique pour aider les marques à performer	5
Sécurité alimentaire - Un programme pour relancer la production de riz	6
MVola-reboisement : 120 000 arbres à planter jusqu'en 2030	6
Coopération Madagascar-Japon : Développement d'une technologie agricole innovante et à faible émission de gaz à effet de serre	8
Carburant - Une baisse des prix à la pompe en vue	9
Exploitation - Madagascar sécurise l'approvisionnement en graphite	10
Ravinala Airports : trafic en hausse et grands chantiers	10
Secteur extractif en afrique : Le classement minier malgache s'améliore.....	11
Entrepreneuriat : la Maison des Entrepreneurs veut fédérer et structurer l'écosystème	11
Préparation à l'échéance de l'Agoa : une réunion avec les bailleurs prévue pour examiner les stratégies à adopter	12
Communication et impact : positive Brand veut renforcer l'attractivité des organisations.....	12
Industrie Pétrolière - L'exploitation du pétrole lourd de Tsimiroro reprend	13
Filière Baie Rose : le marché est encore assez vaste.....	14
10 ans du GFEM : l'aéroport d'Antananarivo devient vitrine du adership féminin.....	14
Positive Brand : Ilaina ny paikady hampiroboroana ny serasera	15

Approvisionnement en carburant - L'OMH sur le qui-vive

IRINA TSIMIJALY | 2 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face aux incertitudes internationales, Madagascar renforce ses réserves de carburant afin de sécuriser l'approvisionnement local et d'éviter toute hausse brutale des prix. Les autorités appellent la population à garder son calme.

Alors que les tensions au Moyen-Orient perturbent le passage stratégique du détroit d'Ormuz, qui relie le golfe Persique au reste du monde, dans un contexte marqué par les crispations entre l'Iran, les États-Unis et Israël, Madagascar se montre vigilant. Importateur net d'énergie, le pays suit de près l'évolution de la situation et a mis en place des mesures visant à limiter l'impact d'un éventuel choc pétrolier.



Selon le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, les perturbations actuelles ne devraient pas affecter l'approvisionnement local à court terme.

« Pour Madagascar, il n'y aura pas de conséquences majeures immédiates, car nos fournisseurs ne transitent pas par le détroit d'Ormuz. Nous recevons nos cargaisons depuis le Sultanat d'Oman », explique le ministère.

Les commandes de carburant pour le mois en cours ont été effectuées il y a deux mois, conformément aux termes contractuels, et celles du mois de mai doivent être passées ce mois-ci, soit 45 à 60 jours avant la livraison.

Un plan pour éviter les ruptures

L'Office malagasy des hydrocarbures (OMH) précise : « Nous continuons à nous coordonner avec nos fournisseurs et à suivre l'évolution du marché afin d'anticiper toute situation éventuelle. »

Pour se prémunir contre une flambée des prix ou une interruption prolongée de l'approvisionnement, un responsable du ministère confirme : « Nous avons constitué

des stocks stratégiques capables de couvrir les besoins immédiats du pays et nous surveillons les marchés internationaux afin d'ajuster nos commandes si nécessaire. » Cette préparation vise à protéger les consommateurs malgaches contre une hausse brutale des prix du carburant, qui impacterait directement le coût de la vie, le transport des marchandises et la production d'électricité.

Les experts rappellent qu'une fermeture prolongée du détroit d'Ormuz pourrait entraîner une hausse mondiale des prix du pétrole. Chaque jour, environ 20 millions de barils y transitent, soit près de 20 % de la consommation mondiale.

À Madagascar, le gouvernement se veut toutefois rassurant : « Nous surveillons la situation en permanence. Si nécessaire, nous pourrions activer nos stocks et ajuster nos importations afin d'éviter toute rupture sur le marché local. » La Jirama, principale société de production et de distribution d'électricité, dépend encore largement des centrales thermiques fonctionnant au fuel lourd et au gasoil.

L'OMH et le ministère mettent en garde la population contre les rumeurs et les comportements de panique : « Il ne faut pas suivre les conseils de pseudo-experts sur les réseaux sociaux ni se précipiter pour constituer des stocks de carburant. Cela peut être dangereux, provoquer des accidents ou exposer les consommateurs à des fraudes impliquant des produits falsifiés ou frelatés. »

Pour rappel, l'annonce du décès d'Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran, dimanche à l'âge de 86 ans, accentue les tensions dans la région. Dans ce contexte, le Corps des Gardiens de la Révolution islamique a interdit le passage des navires à travers le détroit d'Ormuz, l'un des corridors maritimes les plus stratégiques au monde pour le transport du pétrole et du gaz. Cette décision, qualifiée de blocage de facto, vise à protester contre les frappes américaines et israéliennes et à renforcer le contrôle du trafic maritime dans cette zone sensible. Plusieurs navires commerciaux ont volontairement suspendu leurs traversées pour des raisons de sécurité, tandis que certaines grandes compagnies ont interrompu leurs opérations.

Partenariat - La Banque européenne mobilise six grands projets

IRINA TSIMIJALY | 2 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banque européenne d'Investissement (BEI) a mené une mission à Madagascar du 19 au 27 février. L'objectif de cette mission était de suivre l'avancement de six grands projets d'infrastructures financés par la BEI et le gouvernement malgache. Le montant total de ces projets s'élève à 546 millions de dollars.

Durant son séjour, la BEI a rencontré le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) pour discuter de l'avancement des projets et coordonner les prochaines étapes. Les investissements ciblent trois secteurs principaux : l'eau, l'énergie et les infrastructures routières.

Dans le secteur de l'eau, les projets visent à améliorer l'accès à l'eau potable et la gestion des ressources

hydriques. L'objectif est de sécuriser l'approvisionnement en eau et de protéger la santé des populations dans plusieurs régions.

Pour l'énergie, la BEI concentre ses efforts sur les énergies renouvelables. L'hydroélectricité et le solaire sont privilégiés pour renforcer la production d'électricité propre. Ces initiatives contribuent à réduire la dépendance aux énergies fossiles et à soutenir le développement durable à Madagascar.

Les projets routiers concernent la construction et la réhabilitation des routes nationales. Ces travaux permettront d'améliorer la mobilité, de faciliter l'accès aux marchés et de rendre les infrastructures plus résistantes aux catastrophes naturelles comme les cyclones et les inondations. La BEI est active à Madagascar depuis plusieurs années. Elle a déjà soutenu la réhabilitation de routes principales,

la protection contre les inondations et le renforcement des infrastructures critiques. Ces investissements s'inscrivent souvent dans des programmes de résilience climatique, compte tenu de la vulnérabilité de Madagascar aux cyclones, sécheresses et inondations.

Le gouvernement et la BEI s'engagent à assurer un suivi régulier pour que les résultats soient visibles rapidement dans la vie quotidienne des Malgaches. Avec ces six projets, 546 millions de dollars seront investis pour améliorer durablement l'accès à l'eau, à l'énergie et aux infrastructures routières. Cette collaboration renforce la position de Madagascar dans la région et confirme la BEI comme un partenaire stratégique pour le développement économique et social du pays.

Financements BEI : Un portefeuille stratégique en progression, malgré des décaissements sous contrainte

ANTSA R. | 2 MARS | MIDI MADAGASCAR

La mission de suivi de la Banque européenne d'investissement (BEI), conduite à Madagascar du 19 au 27 février 2026, a mis en lumière un portefeuille de financement important, mais encore ralenti par plusieurs contraintes de mise en œuvre.

Selon le compte rendu transmis aux autorités, six projets sont actuellement en cours dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des infrastructures routières, pour un montant global de 546,7 millions de dollars, avec un taux de décaissement cumulé de 50,74 %. Le document souligne que ce portefeuille comprend un projet dans l'eau, deux dans l'énergie et trois dans les infrastructures routières. Parmi eux, un projet est déjà en phase de clôture, tandis que trois autres attendent encore une prorogation de leur date limite de versement. Il s'agit de JIRAMA Water 3, d'Andekaleka et de la Rocade. Dans le secteur de l'eau, le projet JIRAMA Water 3 apparaît comme l'un des dossiers les plus sensibles. Le premier versement n'a été effectif qu'en février 2026, alors même que l'accord de financement remonte à 2019. Pour éviter de bloquer le deuxième décaissement, un avenant est envisagé, afin de reporter l'exigence liée à la révision de la grille tarifaire. En parallèle, un financement additionnel d'environ 20 millions d'euros est sollicité pour couvrir des besoins non financés, notamment sur les réseaux de distribution et les branchements dans les zones d'extension.

Procédures à accélérer. Sur le volet énergétique, le projet Andekaleka doit être réajusté, avec l'annulation des travaux de dessablement, jugés incompatibles avec l'arrêt

prolongé de la centrale, et la reprogrammation d'un reliquat de 5,9 millions de dollars. Quant au projet PRIITEM, son premier décaissement était attendu le 25 février 2026, mais le démarrage effectif reste conditionné au déblocage des fonds de contrepartie nationale nécessaires à la libération d'emprise.



Les projets routiers, eux aussi, font face à des retards liés surtout à l'indemnisation des personnes affectées par les projets. Pour la modernisation du réseau routier comme pour la Rocade, la BEI conditionne le déblocage des dernières tranches à un taux de paiement des PAPs supérieur à 90 %, alors qu'il n'atteint encore que 81 % pour la Rocade. Le compte rendu insiste ainsi sur la nécessité d'accélérer les procédures, dans un contexte où les retards, les aléas climatiques et la hausse des coûts pèsent sur l'exécution des investissements.

EJE SHIFT 2026 : la jeunesse entrepreneuriale à l'ère digitale

ARH. | 2 MARS | LES NOUVELLES

La 14e édition de l'Espace Jeune Entrepreneur (EJE SHIFT 2026) se tiendra les 13 et 14 mars 2026 à l'Orange Digital Center (ODC), à la Gare Soarano.

L'événement a été présenté officiellement à la presse le 28 février, dans les locaux mêmes de l'ODC. Organisé par le Club Entrepreneur Etudiant du Rendez-vous

des Entrepreneurs (CEERE), ce rendez-vous national place la jeunesse au cœur de l'écosystème entrepreneurial malgache. Fidèle à sa vision d'être « la voix des jeunes dans l'écosystème entrepreneurial », le CEERE veut accélérer la structuration de l'entrepreneuriat à Madagascar. Et le thème de l'édition 2026, « Génération numérique : entre avec prendre, innover et créer de la valeur à l'ère digitale », s'aligne sur les objectifs de transformation technologique rapide. « Dans un contexte de transformation digitale, l'événement vise à accompagner le passage de la consommation du numérique à la création de valeur durable par le numérique », a déclaré le président du CEERE, Heritiana Manantsoa. Intelligence artificielle, freelancing, data et innovation redéfinissent les modèles économiques

Programmes enrichis

Les organisateurs attendent entre 400 et 600 participants sur deux jours. Six ateliers pratiques et quatre Rendez-vous des Entrepreneurs rythmeront le programme. Au moins 50 rencontres B2B seront facilitées grâce au Speed Business Meeting. Et un concours de pitch retiendra cinq projets prometteurs.

« Un pont entre jeunesse et grandes entreprises, EJE SHIFT 2026 ambitionne de créer des passerelles concrètes entre grandes entreprises et jeunes porteurs de projets, dans une logique de collaboration durable », a ajouté Heritiana Manantsoa. Conférences, ateliers d'idéation, jeux d'initiation à l'entrepreneuriat et sessions de réseautage compléteront le dispositif. Étudiants, jeunes diplômés, freelances débutants, startups et entrepreneurs en croissance partageront leurs expériences et testeront leurs idées.

Import-export – Recul global des activités commerciales entre Madagascar et les Etats-Unis en 2025

2 MARS | 2424.MG

Antananarivo, 2 mars, 8h30 – En repli. Le volume des échanges commerciaux entre Madagascar et les Etats-Unis baisse de 3,67 % en 2025.



Le total des transactions entre les deux pays est passé de 784,7 millions de dollars en 2024 à 755,9 millions de dollars en 2025, d'après les données du Bureau de recensement américain. Ce recul s'explique principalement par la contraction des exportations malgaches vers le marché américain.

Ce ralentissement de l'activité bilatérale résulte d'une performance en demi-teinte des exportations malgaches l'année dernière. Celles-ci ont chuté de 4,95 %, en

s'établissant à 695,5 millions de dollars contre 731,7 millions de dollars l'année précédente. Malgré une légère progression de 13,9 % des importations malgaches en provenance des Etats-Unis, qui ont atteint 60,4 millions de dollars, cette hausse n'a pas suffi à compenser le repli des flux sortants de Madagascar.

L'année 2025 a ainsi été marquée par la poursuite d'un déséquilibre commercial profond entre Madagascar et les Etats-Unis, qui est largement à l'avantage de la Grande île. Avec un volume d'échanges s'élevant à 755,9 millions de dollars, la relation avait ainsi été quasi-unidirectionnelle avec une exportation malgache de 695,5 millions de dollars contre des exportations américaines en retour de seulement 60,4 millions de dollars. Une dynamique qui a donc généré un déficit commercial de -635,1 millions de dollars pour les États-Unis.

Ce déficit commercial américain s'est toutefois contracté de 6,44 %. La réduction mécanique du déficit des Etats-Unis résulte de la baisse de ses importations en provenance de Madagascar combinée à une légère progression de ses exportations vers la Grande Île, ces dernières ayant atteint 60,4 millions de dollars contre 53,0 millions de dollars en 2024. Il est alors passé de -678,8 millions de dollars en 2024 à -635,1 millions de dollars en 2025.

Transport aérien - La fermeture de l'aéroport de Dubaï chamboule les vols

IRINA TSIMIYALY | 3 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays du Moyen-Orient a entraîné la suspension complète des vols à Dubaï, paralysant les hubs régionaux et perturbant le trafic international.

Depuis le 28 février, tous les vols à destination et en provenance de Dubaï, Dubai International (DXB) et Dubai World Central (DWC) sont suspendus. Cette décision fait suite à la fermeture de l'espace aérien dans plusieurs pays du Moyen-Orient, liée à des frappes et tensions militaires récentes.

Cette crise touche plusieurs grands hubs régionaux : Abu Dhabi (AUH), Sharjah (SHJ), Doha (DOH), Koweït, Bahreïn, Israël, Irak et Iran. La plupart des compagnies aériennes internationales, dont Emirates, Flydubai, Air India, IndiGo et Qatar Airways, ont annulé ou reporté leurs vols vers ces destinations. Les passagers sont invités à ne pas se rendre aux aéroports et à contacter leur compagnie pour une annulation, un remboursement ou un réacheminement.

Pour Madagascar, l'impact est important. Avant la fermeture, la ligne Antananarivo-Dubaï transportait environ 4 000 passagers par mois sur six vols hebdomadaires, d'après les données fournies auprès du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, soit près d'un vol par jour. Chaque vol accueillait en moyenne 150 à 170 passagers. La suspension des vols bloque donc les voyages d'affaires, le tourisme et les correspondances internationales, car Dubaï sert de hub pour de nombreux vols vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Selon le responsable de l'Aviation civile de Madagascar, aucune décision de suspension des vols vers Dubaï n'a encore été prise du côté malgache : « Nous restons attentifs à l'évolution de la situation et continuons à suivre les directives internationales. Pour l'instant, nous maintenons nos services et restons prêts à faciliter les déplacements des voyageurs, à l'arrivée comme au départ, tout en respectant les consignes de sécurité. »

Certaines alternatives existaient avant la crise, via des escales à Addis-Abeba, Maurice ou Nairobi, avec Ethiopian Airlines, Air Mauritius ou Kenya Airways, mais la fermeture régionale limite désormais ces options.

Conséquences

Les perturbations ne se limitent pas aux passagers. Le commerce et la logistique sont fortement affectés. Les marchandises transportées par avion connaissent des retards, des détournements ou des annulations. Les hôtels, tours opérateurs et commerces liés au tourisme constatent une baisse immédiate de clientèle.

Dubaï, en tant que hub stratégique du Moyen-Orient, joue un rôle clé dans le transport aérien mondial. La suspension de ses vols entraîne un effet domino, ralentissant le trafic aérien et commercial dans toute la région. Même les



vols passant par les pays voisins doivent redessiner leurs itinéraires pour éviter les zones fermées, ce qui allonge les trajets et augmente les coûts pour les compagnies et les voyageurs.

Pour l'instant, aucune date de reprise normale n'a été annoncée. Les autorités et compagnies aériennes continuent de suivre l'évolution sécuritaire et publient les informations au fur et à mesure. Cette situation met en évidence la vulnérabilité du transport aérien et du commerce dans une zone géopolitiquement sensible, ainsi que son impact immédiat sur des lignes internationales comme Antananarivo-Dubaï.

Stratégies & territoires – BECOM : une alliance stratégique pour aider les marques à performer

VR | 3 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La compétitivité des organisations repose aujourd'hui autant sur la qualité de leur leadership que sur leur capacité à démontrer un impact concret et mesurable. Dans ce contexte, l'alignement entre stratégie, communication et marketing devient un levier clé de performance et de crédibilité. Créatrice de la démarche Positive Brands®, Stratégies & Territoires Océan Indien s'associe à Madagascar avec l'agence BECOM pour accompagner les organisations vers des standards de performance plus élevés, ancrés dans les réalités du territoire. Une alliance stratégique qui ambitionne de renforcer l'attractivité et la compétitivité des acteurs malgaches.

L'Express : Pourquoi l'impact positif est-il un enjeu d'attractivité internationale pour Madagascar ?

Catherine Payet : Parce que les investisseurs et partenaires recherchent des marques crédibles et responsables. Une entreprise qui démontre son utilité pour le territoire gagne en visibilité et en confiance, ce qui attire naturellement l'attention au-delà des frontières.

Tantely Rakotomalala : Les marques malgaches, tout comme celles de nos îles voisines ont un rôle stratégique : elles peuvent devenir des vitrines du pays et de toute la région. Plus elles sont reconnues pour leur impact positif, plus la grande île peut se positionner comme un acteur incontournable dans l'océan Indien et sur la scène mondiale.

L'Express : Comment Positive Brands® contribue à ce rayonnement ?

Catherine Payet : Positive Brands est une méthode stratégique conçue pour transformer l'impact des entreprises engagées en véritable avantage concurrentiel.

Tantely Rakotomalala : Nous aidons les organisations à structurer leur leadership et à clarifier leur vision. Cette cohérence est essentielle pour être crédible à l'international. Une marque qui prouve son utilité au territoire devient naturellement attractive pour les marchés étrangers.

L'Express : Quelle est votre vision pour Madagascar dans les prochaines années ?

Catherine Payet : Voir émerger des marques qui incarnent une ambition nationale et qui renforcent la réputation du pays.

Tantely Rakotomalala : Notre objectif est que Madagascar soit reconnu comme un hub de marques responsables et performantes. L'impact positif est la clé pour ouvrir les portes de nouveaux marchés et capter davantage d'investissements durables.

Sécurité alimentaire - Un programme pour relancer la production de riz

3 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Et si Madagascar redevenait exportateur net de riz en moins de trois ans ? C'est l'objectif affiché du PIR 3M, ou Projet à impact rapide, présenté à l'issue d'un atelier conduit par Rija Rakotozanakajy.



Pensé dès l'origine pour un déploiement national, ce programme entend accélérer la souveraineté alimentaire et permettre, à terme, l'exportation de plus de 500 000

tonnes de riz par an, sous réserve d'une mise en œuvre coordonnée de l'ensemble de ses composantes.

Le PIR 3M repose sur une approche systémique articulant maîtrise de l'eau, intensification agricole et dynamisation économique locale. La sécurisation hydrique en constitue le socle : forages à effet Venturi, exploitation de nappes captives, bassins de rétention et valorisation des eaux pluviales sont mobilisés afin de répondre aux effets du changement climatique. La réhabilitation des rizières et l'aménagement de réseaux de canaux doivent garantir une irrigation annuelle continue et permettre deux à trois cycles culturels.

Sur le plan agronomique, le programme privilégie la sélection de semences locales adaptées, l'utilisation d'engrais organiques malagasy et de traitements phytosanitaires naturels. Ces solutions techniques sobres visent une montée en puissance rapide de la production. Au-delà du riz, le PIR 3M intègre des axes de diversification et de création de valeur : manioc à cycle court, élevage local, transformation agroalimentaire, production d'huile

pressée à froid et recyclage des plastiques destinés aux infrastructures routières.

Présenté comme un levier multisectoriel à effet rapide, le PIR 3M est désormais prêt à entrer en phase pleinement

opérationnelle. L'enjeu ne réside plus dans sa conception ni dans la mobilisation des moyens, mais dans les officialisations nécessaires pour permettre aux équipes d'agir et d'enclencher, sans délai, la dynamique annoncée.

MVola-reboisement : 120 000 arbres à planter jusqu'en 2030

R.EDMOND | 3 MARS | MIDI MADAGASCAR

MVola renforce son engagement environnemental avec un programme structuré de reboisement à Madagascar. Et ce, avec un objectif ambitieux de planter 120 000 arbres jusqu'en 2030.

En tant qu'entreprise certifiée B Corp, MVola intègre en effet des critères d'impact social et environnemental au cœur de sa stratégie.

Dans la durée

Une manière pour l'entreprise d'affirmer sa volonté de conjuguer innovation, inclusion financière et responsabilité environnementale au service du développement durable de Madagascar. « Lancé en 2022, le programme pluriannuel de reboisement de MVola est destiné à faire face aux enjeux croissants de déforestation et de dégradation des écosystèmes à Madagascar », a-t-on expliqué. MVola a ainsi fait le choix d'inscrire son action environnementale dans la durée, avec des objectifs mesurables et un suivi rigoureux. Dans cette optique, MVola collabore avec Alterra, une société du groupe AXIAN, spécialisée dans la reforestation, la restauration et la conservation de la biodiversité du pays. Les différentes activités sont mises en œuvre, avec et pour les communautés locales, afin de créer les conditions d'un avenir durable, parallèlement aux reboisements.

Planter aujourd'hui pour préserver demain

Le bilan parle de lui-même. Au total, 37 500 arbres ont été plantés de 2022 à 2025, et les actions continuent. Les campagnes mobilisent chaque année plus de 150 collaborateurs de MVola et impliquent plus d'une centaine de

familles locales, contribuant ainsi à un impact à la fois environnemental et social. Une approche technique et durable.

Aux normes

Une campagne de reboisement aux normes, puisque chaque opération fait l'objet d'un travail de plusieurs mois en pépinière sur le site de reboisement, d'une préparation des sols, d'un suivi du taux de survie des plants, d'opérations de regarnissage si nécessaire, d'un reporting périodique, d'une sélection d'espèces adaptées au contexte écologique local, d'un entretien annuel des plants, et d'une protection des parcelles reboisées. Cette méthodologie permet d'assurer la pérennité des plantations et leur contribution réelle à la restauration des écosystèmes. Cependant, des risques subsistent : déforestation, charbon, brûlis. Alterra s'assure ainsi de la détection des feux, sensibilise et équipe les communautés pour mieux protéger l'environnement.

2026 : un impact renforcé

Pour l'année 2026, MVola a réalisé : la plantation de 15 000 arbres supplémentaires, la restauration de 13,6 hectares, une estimation de 2 468 tonnes de CO₂ séquestrées sur 10 ans, ainsi que l'implication des collaborateurs du groupe AXIAN et d'élèves de CM2 afin de sensibiliser les jeunes générations aux enjeux environnementaux.

Coopération Madagascar-Japon : Développement d'une technologie agricole innovante et à faible émission de gaz à effet de serre

NAVALONA R. | 3 MARS | MIDI MADAGASCAR

Le premier projet constitue un projet de vulgarisation de technologies innovantes pour la promotion de la production de riz dans les rizières pauvres en nutriments, tandis que le second est un projet de développement du système de riziculture durable et diversifié mettant en exergue l'importance des fonctions des forêts. Ce sont deux projets complémentaires, financés par la JICA (Agence japonaise de la coopération internationale), permettant à Madagascar de faire face aux défis alimentaires et climatiques tout en promouvant une riziculture durable. Mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, ces deux projets mettent en exergue le développement d'une technologie agricole innovante et à faible

émission de gaz à effet de serre. « Il s'agit de la technique *P-Dipping*, qui est une méthode de fertilisation consistant à appliquer sur les racines des jeunes plants une suspension de sol enrichie en faible quantité de phosphore avant leur repiquage. Plus de 7 000 producteurs de Vakinankaratra ayant reçu une formation adoptent actuellement cette technologie innovante. Dans le cadre du projet « *Fy Vary* » II, nous leur avons doté d'engrais TSP à base de phosphore importés du Maroc en vue d'accroître les rendements de 30 à 40 %. En effet, une carence en phosphore a été identifiée presque dans toutes les régions de Madagascar, suite à des analyses de sols effectuées par des chercheurs en partenariat avec le

centre FOFIFA », a expliqué Aya Fujita, experte de la JICA.

Dépenses moindres. Les producteurs adoptants ont témoigné de l'efficacité de cette technologie agricole innovante. À titre d'illustration, « j'ai constaté de visu une nette différence entre la technique P-Dipping et la technique conventionnelle quant à la repousse des plantes repiquées au même moment. En outre, je dépense moins en matière d'apport en engrais. L'an dernier, j'ai dû acheter 15 kg d'engrais NPK à raison de 6 000 Ar/kg, sans compter le compost, alors que 2 kg d'engrais TSP coûtant 9 000 Ar ont suffi pour fertiliser les parcelles », a raconté Gilbert Randrianjafy, un agriculteur à Fihaonana, commune rurale d'Andravola, dans le district d'Ambatolampy. Quant à Valiarison Jean, un producteur à Antsaha, commune rurale d'Andriambilany, il avance que les dépenses en semences sont également moindres. Voahangy Rasoazanamavo, une autre paysanne dans la même commune, confirme cet avantage en précisant que la quantité de semences utilisées avec l'application de la technique P-Dipping a diminué considérablement, jusqu'à un quart.

« Très convaincue de sa performance, nous allons transmettre cette nouvelle technologie à nos enfants », a-t-elle rajouté. Tous ces agriculteurs sont convaincus que le P-Dipping est facile à adopter tout en contribuant à une amélioration nette de leurs rendements de productivité. Outre l'amélioration de la production, cette technique P-Dipping permet également à la riziculture d'être résiliente face aux inondations et au froid.

Émission de gaz à effet de serre

Force est de remarquer que Madagascar est l'un des grands pays producteurs de riz. Cependant, « la riziculture



est une source importante d'émission de gaz à effet de serre, notamment le méthane. Des sites d'expérimentation sont ainsi mis en place à Behenja dans le cadre du projet « VaryAla » en vue d'évaluer et de mesurer le taux d'émission de carbone durant la campagne culturale du riz. Pour ce faire, des prélèvements sont effectués à chaque intervalle de 15 minutes sur différentes parcelles, dont une parcelle où l'on applique la technique P-Dipping. L'objectif consiste à améliorer la production tout en réduisant l'émission de gaz à effet de serre », a fait savoir Ranjakason Annie, une étudiante préparant sa thèse au sein du Laboratoire des radio-isotopes. Dimby, un technicien agricole travaillant pour le projet « VaryAla », a enchaîné que divers matériels et équipements sont utilisés pour réaliser cette étude, tandis que les analyses de ces prélèvements se feront au Japon.

Carburant - Une baisse des prix à la pompe en vue

IRINA TSIMIJALY | 4 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

A lors que les tensions au Moyen-Orient entretiennent une forte volatilité sur les marchés pétroliers, une baisse des prix du carburant à Madagascar pourrait intervenir à partir de jeudi, selon l'Office malgache des hydrocarbures (OMH).

Lundi 2 mars, le baril de Brent a bondi de 72,8 à 82 dollars, soit une progression de près de 13 % en une séance, dans le sillage de frappes américano-israéliennes et de ripostes iraniennes. Le West Texas Intermediate (WTI) a également progressé de 5,38 %.



Les analystes redoutent qu'entre 8 et 10 millions de barils par jour puissent être affectés si l'escalade se poursuit. Des responsables iraniens ont menacé de cibler des infrastructures énergétiques et de perturber le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, par où transite une part

essentielle du commerce mondial de pétrole. Une fermeture prolongée de cette route stratégique entraînerait de graves tensions sur l'approvisionnement, malgré l'existence de réserves stratégiques susceptibles d'amortir temporairement le choc.

Climat incertain

À Madagascar, l'OMH assure que les cargaisons importées via OQ Trading n'empruntent pas le détroit d'Ormuz et que les routes maritimes utilisées demeurent opérationnelles. Le secteur reste néanmoins attentif à l'évolution du contexte international.

Selon des informations concordantes, les prix à la pompe pourraient diminuer à partir de jeudi. L'Office demeure prudent : bien que des décisions aient été arrêtées, l'instabilité actuelle pourrait conduire à des ajustements de dernière minute.

« Plusieurs scénarios sont envisagés », indique Cydolain Raveloson, directeur général de l'OMH. « Cette situation a des répercussions sur l'activité économique. Nous

conseillons les autorités et veillons à ce que l'intérêt des consommateurs reste central. »

La prochaine cargaison destinée à Madagascar est attendue le 17 mars. L'évolution des prix au-delà du mois d'avril dépendra des conditions d'approvisionnement et des paramètres géopolitiques.

Le mécanisme d'ajustement automatique des prix reste en vigueur. « La variation mensuelle, à la hausse comme à la baisse, ne devrait pas dépasser 200 ariary », précise le directeur général.

Sur le plan international, plusieurs installations ont été affectées par les tensions régionales. Des raffineries en

Arabie saoudite ont interrompu leurs activités après un incendie lié à une attaque, tandis qu'un terminal pétrolier à Abou Dhabi a été touché par un drone.

L'OPEP+ a annoncé, le 1er mars, une augmentation de production de 206 000 barils par jour à compter d'avril 2026, une décision jugée modeste par les analystes au regard des risques pesant sur l'offre mondiale.

Dans ce contexte d'instabilité persistante, les cours du pétrole demeurent particulièrement volatils. Leur évolution dépendra étroitement de la situation géopolitique au Moyen-Orient et de la sécurité des grandes routes maritimes énergétiques.

Exploitation - Madagascar sécurise l'approvisionnement en graphite

IRINA TSIMIYALY | 4 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Près de Fotadrevo, dans le Sud-ouest de Madagascar, la mine de Molo est en train de changer le visage de l'industrie du graphite. Exploitée par NextSource Materials, elle produit le graphite SuperFlake, reconnu pour sa qualité, qui alimente déjà des fabricants de batteries à travers le monde. Pour les habitants de la région, cette mine représente à la fois des emplois et l'espoir d'une amélioration des infrastructures locales.

NextSource détient une licence minière de 40 ans et a commencé dès 2021 à construire les installations destinées à produire du graphite concentré. L'entreprise prévoit d'augmenter la production à 150 000 tonnes par an, contre 17 000 tonnes actuellement, ce qui pourrait transformer durablement l'économie locale. Les volumes existants permettent déjà de satisfaire des contrats avec Mitsubishi Chemical Corporation et d'autres clients japonais, offrant ainsi une stabilité commerciale à la mine et à la région.

Pour compléter ses besoins et sécuriser l'approvisionnement de sa future usine d'anodes à Abou Dhabi, NextSource a signé un accord avec la société australienne Syrah Resources au Mozambique. Ce contrat prévoit entre 34 000 et 68 000 tonnes de graphite sur 7 ans, mais il reste secondaire par rapport au rôle central de Molo dans la stratégie de NextSource.

Pour les communautés locales, la montée en puissance de la mine est un double enjeu : elle apporte des opportunités économiques tout en obligeant à développer les infrastructures, notamment le corridor vers le port de Toliara. Des habitants qui travaillaient autrefois dans l'agriculture voient aujourd'hui la mine offrir des emplois stables, et des familles bénéficient de meilleures routes et services.

À Molo, l'avenir du graphite se mesure surtout dans le quotidien des habitants : plus de travail, plus de formations et une région qui commence à changer, progressivement, avec la mine comme moteur de ce changement.

Ravinala Airports : trafic en hausse et grands chantiers

ARH. | 4 MARS | LES NOUVELLES

Ravinala Airports a réuni, hier, la communauté aéroporuaire à l'aéroport international d'Antananarivo pour la traditionnelle cérémonie de vœux. L'occasion de dresser le bilan 2025 et d'annoncer les grands chantiers de 2026. Parmi les priorités figure la rénovation du terminal des départs nationaux à Antananarivo. Les travaux s'achèveront fin avril 2026. La surface passera de 3 123 m² à 8.354 m². La capacité horaire augmentera de 120 à 216 passagers. Le gestionnaire prévoit aussi une nouvelle gare de fret. Sa superficie atteindra 11 000 m², contre 3 200 m² actuellement. Objectif : soutenir la croissance du trafic et fluidifier les opérations. Le futur terminal promet « des espaces plus vastes, une meilleure fluidité des flux et des commerces alignés sur les standards internationaux », indique la direction. En parallèle, des études et les premiers travaux d'extension de l'aéroport de Nosy Be seront lancés. Des aménagements côté piste sont également programmés.

Dynamique confirmé

Sur le plan des performances, 2025 confirme la dynamique. « L'année 2025 a été une année de croissance, de résilience et de réalisations structurantes pour les aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be », déclare le direc-



teur général, Daniel Lefebvre. Antananarivo a franchi à

nouveau le cap du million de passagers, avec 1.066.715 voyageurs, soit +9 % en un an. À Nosy Be, 265.924 passagers ont été enregistrés, en hausse de 11 %. « Cette progression confirme le rôle stratégique de Nosy Be dans le développement touristique national », souligne-t-il. L'année écoulée a aussi vu la transformation partielle de l'ancien terminal international en espace dédié aux arrivées nationales, ainsi que la réhabilitation du tarmac. La cérémonie a récompensé les entités les mieux notées par les passagers dans le cadre du programme

Airport Service Quality (ASQ) de l'ACI Afrique. Le prix « Best staff 2025 » a été attribué à Madagascar Ground Handling. Le prix « Best waiting time 2025 » a distingué la Police aux Frontières et les Douanes. En conclusion, Daniel Lefebvre a souligné « l'engagement du Gouvernement, des ministères et de toute la communauté aéroportuaire ». Il réaffirme l'ambition de faire des aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be « des vitrines de l'hospitalité malgache et de la sérénité du passager ».

Secteur extractif en afrique : Le classement minier malgache s'améliore

IRINA TSIMIJALY | 5 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Selon la deuxième édition du classement des destinations minières les plus attractives, réalisée par Jeune Afrique et The Africa Report, la Grande Île occupe désormais la 19e place parmi les marchés émergents.

Dans le classement minier africain 2026 établi par Jeune Afrique et The Africa Report, Madagascar est 19e sur 25 pays listés. Ce classement ne couvre pas tous les États africains, mais les 25 destinations minières les plus attractives du continent.

Les données, relayées par la plateforme Mines MG, confirment que le pays gagne en visibilité sur le continent. Le secteur minier africain connaît un dynamisme inédit. La hausse des prix de l'or et du cuivre et la demande croissante de minerais stratégiques, nécessaires à la transition énergétique, encouragent de nouveaux acteurs à investir. Les pays déjà établis restent en tête : l'Afrique du Sud, la Namibie, le Botswana et le Maroc conservent leur position grâce à des politiques stables et des infrastructures solides. Ils offrent un environnement rassurant pour les investisseurs.

Derrière ces leaders, plusieurs nations émergent grâce à leurs ressources naturelles. Le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, la Tanzanie, la Zambie et la République démocratique du Congo se distinguent par leurs gisements abondants.

Une autre catégorie regroupe la Guinée, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Gabon et l'Angola,

offrant un potentiel géologique prometteur et un climat d'investissement favorable.

Madagascar se démarque par ses ressources en graphite, nickel, cobalt et terres rares. Ces minerais sont stratégiques pour l'industrie mondiale et la transition énergétique.

Compétitivité

Toutefois, le développement du pays dépendra de plusieurs facteurs : la stabilité du cadre réglementaire, l'accès à l'énergie et la qualité des infrastructures logistiques. Des avancées dans ces domaines pourraient renforcer sa compétitivité et attirer davantage d'investissements internationaux.

Le classement met également en évidence des tendances régionales. L'Afrique australe et le Maroc restent des pôles solides. L'Afrique de l'Ouest profite de l'essor de l'or, du lithium et de la bauxite, tandis que l'Afrique centrale attire pour ses minerais critiques. L'intérêt croissant pour les ressources stratégiques profite aux pays émergents, dont Madagascar, qui pourrait devenir un acteur incontournable du secteur minier africain.

Entrepreneuriat : la Maison des Entrepreneurs veut fédérer et structurer l'écosystème

ARH. | 5 MARS | LES NOUVELLES

La Maison des PME change de dimension et devient La Maison des Entrepreneurs. Plus qu'un simple nouveau nom, il s'agit d'un repositionnement. L'ambition est de rassembler tous les entrepreneurs de Madagascar dans un espace commun d'accompagnement, d'apprentissage et de partage.

Pensée comme un lieu ouvert et fédérateur, la structure veut rompre l'isolement des porteurs de projets, qu'ils soient au stade d'idée ou à la tête d'entreprises

établies. « Même une simple idée d'entreprise peut être accompagnée », affirme le responsable de la Maison des Entrepreneurs, Olive Andrianantenaina. L'accès est libre, sans condition particulière, y compris pour les non-clients de la Bred Madagasikara Banque Populaire. Chaque vendredi, des sessions gratuites abordent des thèmes pratiques. Ces rencontres se tiennent en partenariat avec plusieurs institutions, dont l'Economic development board of Madagascar (EDBM). L'idée étant

d'apporter des réponses concrètes aux défis quotidiens des entrepreneurs. L'accompagnement varie selon la maturité des projets. Lorsque certaines demandes dépassent son champ d'action, la Maison oriente vers des partenaires adaptés. Elle joue ainsi un rôle de facilitateur au sein de l'écosystème.

Audace entrepreneuriale

La saison 2026 a été officiellement lancée hier au siège de La Maison des Entrepreneurs chez Bred Madagasikara Banque Populaire à Analakely Antananarivo en présence du ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé (MIDSP). L'initiative entend faire de l'audace entrepreneuriale un moteur de développement. « Ce nouveau nom traduit davantage notre vision :

créer un espace ouvert, accessible et fédérateur pour tous les porteurs de projets », souligne le directeur général de la Bred Madagasikara, Thierry Charass-Gillot. Une trentaine de partenaires enrichiront la programmation 2026 à travers des master class, des échanges d'expériences et des interventions d'experts. Parrainée par le ministère de l'Industrialisation et du secteur privé, la structure s'inscrit dans les priorités nationales. Pour la Bred Madagasikara, l'enjeu dépasse le financement. « Nous vivons tous ensemble cette dynamique. Agir pour un Madagascar plus grand, c'est soutenir chaque entrepreneur dans sa propre trajectoire », rappelle Thierry Charass-Gillot. La Maison des Entrepreneurs ambitionne de devenir un véritable carrefour d'opportunités.

Préparation à l'échéance de l'Agoa : une réunion avec les bailleurs prévue pour examiner les stratégies à adopter

JEAN RIANA | 5 MARS | LES NOUVELLES

Les ministères concernés ainsi que les bailleurs de fonds vont tenir une réunion pour se focaliser sur les stratégies à adopter après l'échéance de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa) prévu en décembre 2026, a déclaré Andriniaina Rasoarahona, ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé à l'occasion de l'inauguration de la « Maison des entrepreneurs » de la Bred Madagasikara Banque Populaire qui s'est déroulée hier à Analakely.

Andriniaina Rasoarahona a ajouté qu'il est question de chercher dès à présent comment les entreprises déjà présentes sur ce marché peuvent élargir davantage leurs activités tout en assurant la continuité et la pérennité de leurs marchés. A noter que la communication verbale concernant l'extension de l'Agoa ainsi que les actions à entreprendre pour assurer la pérennité des échanges commerciaux entre Madagascar et les Etats-Unis ont été approuvées avant-hier lors du Conseil des ministres à l'avaloha. Ce qui signifie que Madagascar tient à poursuivre les échanges commerciaux avec les américains surtout qu'ils représentent un client vital pour la Grande Ile, notamment pour le textile et la vanille. C'est pourquoi le pays se veut renégocier l'accord pour le rendre plus avantageux, suivi d'une diversification des produits exportés pour ne plus dépendre du textile... La reconduction de l'Ambassadrice de Madagascar aux Etats-Unis, Lantsoa Rakotomalala à la co-présidence du comité stratégique de l'Agoa à Washington joue un grand rôle dans ce sens.

Exportation en baisse

Au cours de l'année 2025, les échanges commerciaux entre Madagascar et les Etats-Unis ont accusé une baisse de 3,67 % où le total des transactions entre les deux pays est passé de 784,7 millions de dollars en 2024 à 755,9 millions de dollars en 2025, selon les données du Bureau de recensement américain. Ces chiffres sont quelque peu révélateurs par rapport à la réalité économique, piquée par les droits de douanes à l'entrée de certains produits aux Etats-Unis, mais aussi les incertitudes sur l'Agoa qui ont plongé une multitude d'entreprises dans l'expectative. Contrairement aux exportations, les importations de produits américains par Madagascar ont connu une progression de 13,9 % qui ont atteint 60,4 millions de dollars contre 53,0 millions de dollars en 2024. Toutefois, ce petit bond demeure insuffisant pour compenser le vide laissé par des produits malgaches expédiés vers cette destination.

Communication et impact : positive Brand veut renforcer l'attractivité des organisations

IRINA TSIMIJALY | 6 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 4 mars, les agences Stratégies & Territoires Océan Indien et Becom ont officialisé le lancement de Positive Brand Madagascar. Leur ambition : aider les entreprises, institutions, grands projets, associations et territoires à structurer leur leadership et à renforcer leur performance dans un contexte de transition économique.

A l'origine de l'initiative, deux dirigeantes engagées. Catherine Payet, CEO de Stratégies & Territoires Océan Indien, rappelle que « Positive Brand est née dans l'océan Indien. Il était naturel qu'elle se déploie à Madagascar avec un partenaire qui connaît profondément les réalités économiques et institutionnelles du pays ».

Tantely Rakotomalala, fondatrice de Becom, fait valoir la complémentarité des expertises : « Cette alliance repose sur une vision partagée : en associant expertise stratégique régionale et ancrage local, nous créons une capacité d'accompagnement plus forte, plus structurée et plus adaptée aux enjeux malgaches ». La méthode ne se limite pas à la communication. Elle propose une architecture complète. Elle commence par un diagnostic d'alignement entre vision, gouvernance et actions. Les équipes vérifient la cohérence entre le discours et la réalité. Elles construisent ensuite un récit, décliné sur l'ensemble des supports, avec des indicateurs mesurables d'impact.

Attractivité et investissement

Le managing director de Stratégies & Territoires, Fabrice Boutin, précise : « La performance se mesure avant, pendant et après la mise en œuvre.

Nous analysons la perception des parties prenantes et nous ajustons les indicateurs en continu ». Pour les promoteurs, la confiance est devenue un actif économique. L'attractivité conditionne l'investissement. Une organisation qui clarifie son cap renforce sa crédibilité, sécurise sa croissance et défend mieux sa valeur sur le marché. « La communication mobilise et fédère. Elle maintient le lien entre les acteurs, surtout dans les périodes de transition », soulignent-ils. Conçue dans l'océan Indien, la méthode s'appuie sur les réalités des économies émergentes. Elle ne reproduit pas un modèle importé. Elle prolonge la dynamique engagée lors d'un CEO Summit régional. Positive Brand Madagascar ouvre ainsi une nouvelle étape. L'objectif est d'accompagner les dirigeants vers un leadership plus lisible, responsable et durable, au service du développement.

Industrie Pétrolière - L'exploitation du pétrole lourd de Tsimiroro reprend

ITAMARA OTTON | 6 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar Oil reprend la production de pétrole lourd à Tsimiroro après des années d'incertitude et de procédures judiciaires. La première phase devrait produire environ trois cents barils par jour.

Madagascar Oil reprend du poil de la bête. Après des années minées par la volatilité des prix et des procédures judiciaires complexes, la société du groupe Benchmark annonce la reprise de ses activités de production de pétrole lourd à Tsimiroro. L'annonce a été faite hier, au Novotel Antananarivo Alarobia, par Yanto Sianpar, le nouvel administrateur général de Madagascar Oil. « Nous sommes heureux de vous annoncer que Madagascar Oil reprend la production de fioul lourd sur le site de Tsimiroro. C'est un moment historique pour Madagascar et son économie », a-t-il déclaré.

La société semble s'être dotée d'un nouveau groupe d'administrateurs chevronnés pour mener à bien les opérations. Selon les responsables, Madagascar Oil est en mesure de produire près de trois cents barils par jour lors de la première phase de développement. « Nous relançons la production avec une organisation solide et une approche opérationnelle et technologique prudente. Notre priorité est d'abord de positionner Tsimiroro sur une trajectoire de stabilité et de développement continu à long terme », a indiqué Yanto Sianpar.

La société a traversé plusieurs péripéties, surtout depuis 2021, période durant laquelle elle a été embourbée dans l'affaire Apollo 21. S'en est suivie une série de conflits judiciaires impliquant certains cadres de la société, dont l'un des points culminants a été la restructuration financière de l'entreprise. Interrogé sur ce dernier point, Yanto Sianpar confirme que celle-ci a été finalisée en 2024 et « formellement approuvée par la Cour suprême des Bahamas ».

Sécurité énergétique

Depuis juillet 2022, la compagnie a pourtant fourni du fioul lourd à des industriels dans différentes régions de

la Grande Île. Des livraisons régulières ont eu lieu à Antsirabe et à Antsiranana. Mais la question qui reste en suspens est celle de la capacité de la société à approvisionner la société nationale d'eau et d'électricité, la Jirama. « Nous aimerions faire de la Jirama un client régulier de Madagascar Oil. Le besoin en fioul lourd de la société d'État est de trois à quatre mille barils par jour. Pour combler ce besoin, nous devons procéder méthodiquement. La reprise de la production et son augmentation progressive contribueront d'abord à renforcer la sécurité énergétique nationale en fournissant au marché domestique du fioul lourd produit localement à un coût compétitif, tout en réduisant la dépendance du pays aux importations », indique l'administrateur général de Madagascar Oil.



La société a obtenu son premier permis pétrolier en amont en 2015. Le bloc de Tsimiroro a déjà montré un potentiel significatif en termes de fioul lourd, puisque ses réserves sont estimées à plus de 1,4 milliard de barils. Le gouvernement avait entamé en 2025 la révision du contrat de partage de production entre l'État et Madagascar Oil dans ce projet pétrolier, afin d'en faire « un contrat équilibré et mutuellement avantageux ». Les deux parties espèrent désormais repartir sur de nouvelles bases. Madagascar Oil annonce que certaines conditions structurelles et réglementaires demeurent essentielles pour assurer la

viabilité des investissements et la planification à long terme du projet. La société insiste notamment sur la stabilité du contrat de partage de production et sur l'adoption

du décret d'application de l'article 55 du code pétrolier, alors même que les autorités ont annoncé l'élaboration d'un nouveau code pétrolier.

Filière Baie Rose : le marché est encore assez vaste

JEAN RIANA | 6 MARS | LES NOUVELLES

Lors de l'ouverture officielle de la saison de récolte de Baie Rose à Ankadinondry Sakay hier, le ministère du Commerce et de la consommation (MCC), a annoncé que le marché de Baie Rose demeure encore assez vaste, avec seulement 30 tonnes de production pour une demande atteignant 250.000 tonnes, d'autant que la Baie Rose de Madagascar est très recherchée pour sa qualité. A cette occasion, la ministre du Commerce et de la consommation, Haingotiana Andriamadison a fortement sollicité les acteurs du secteur à renforcer la collaboration avec son département, afin de dynamiser la chaîne de valeur. « Le ministère fera tout pour soutenir les agriculteurs, mais cela nécessite une mobilisation collective », a-t-elle déclaré.

Et les agriculteurs cultivant la Baie Rose n'en demandent pas mieux. D'autant plus, que le prix du produit a connu une hausse. Le prix du kilo de Baie Rose de Grade I est passé de 36.500 ariary en 2025, à 38.000 ariary cette année. De même, celui du Grade II est passé de 30.500 ariary à 32.000 ariary, tandis que le kilo de Grade III sera vendu à 11.000 ariary contre 9.720 ariary auparavant.

La cérémonie a été suivie par une séance de formation dispensée par des techniciens du MCC ainsi que du Projet d'appui à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (PA Zlecaf) dans le but d'améliorer la qualité des produits. A noter que la Baie Rose de Bongolava a déjà obtenu un label de reconnaissance, délivré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève.

10 ans du GFEM : l'aéroport d'Antananarivo devient vitrine du leadership féminin

ARH. | 6 MARS | LES NOUVELLES

Le terminal international de l'aéroport d'Antananarivo s'est transformé en espace d'exposition, pour célébrer les dix ans du Groupement des Femmes Entrepreneures de Madagascar (GFEM), sous le thème « Femmes de Leadership : 10 ans d'inspiration et de réussite ».

L'exposition rend hommage à 30 femmes entrepreneures issues de différentes régions du pays. Parmi elles, dix ont été distinguées comme « Femmes Exceptionnelles » et vingt comme « Femmes Inspirantes ». Toutes ont été sélectionnées à l'issue d'un processus exigeant prenant en compte la solidité de leurs activités, leur capacité d'innovation, leur engagement associatif d'au moins cinq ans ainsi que leur impact économique et social.

« En 10 ans, le GFEM, c'est plus de 400 toutes petites et moyennes entreprises créées, 250 membres actifs, des dizaines d'antennes régionales et des centaines de femmes formées. Mais au-delà des chiffres, ce sont des familles soutenues, des emplois créés et des territoires dynamisés. Le leadership féminin n'est pas un slogan, c'est une réalité économique », a-t-elle déclaré.

Vitrine du talent et de l'engagement

Elle a également souligné que la sélection des participantes, a mobilisé les structures régionales du groupement. « Les femmes présentées ont été nommées par leurs présidentes régionales et sélectionnées par le comité sous ma supervision. Le choix a été difficile tant les membres du GFEM sont méritantes. Cette exposition est le début des célébrations de nos dix ans : nous sommes une famille et personne ne sera laissé de côté », a-t-elle précisé.

De son côté, la directrice marketing de Ravinala Airports, Zoelisoa Rajohnson, a rappelé la portée symbolique du lieu. « L'aéroport est un lieu de passage, d'échanges et d'ouverture sur le monde. Aujourd'hui, il devient aussi une vitrine du talent et de l'engagement des femmes malgaches, véritables atouts pour le développement économique et social de Madagascar », a-t-elle indiqué.



A travers leurs parcours, ces entrepreneures incarnent la vitalité et la diversité du leadership féminin à Madagascar. Leurs initiatives en faveur de la création d'emplois, participe au dynamisme des territoires et à la promotion de l'économie nationale.

Pour la présidente fondatrice du GFEM, Fanja Razakaboana, cette célébration reflète une décennie d'engagement concret.

Positive Brand : Ilaina ny paikady hampiroboroboana ny serasera

NJAKA A. | 6 MARS | LES NOUVELLES

Manan-danja lehibe sady mila atao isan'andro ny lafiny serasera entina hampahalalana ny mpanjifa, toy ny orinasa, ny rafi-panjakana na tsy miankina, ny fikambanana iray. Izay no nahatonga ny fiaraha-miasan'ny orinasa malagasy Becom sy ny orinasa avy atsy La Réunion, Stratégie & Territoire Océan Indien, nandrafitra ny Positive Brand Madagasikara. Fomba fiasa ahitana ny paikady samihafa, entina hahombiazana amin'ny lafiny serasera, izay sambany nisy teto amintsika. NambarandRakotomalala tantely, CEO sady mpanorina ny Becom, fa entina hanampiana ny mpanjifa, ny orinasa, ny tetikasa, ny rafi-panjakana, ny fikambanana, hampahafantarana sy hampisongadinana ny maha izy azy ny Positive Brand.

Manana ny paikady sy fenitra mila arahina amin'ny lafiny serasera ny Positive Brand.

Tanjona ny hampivoarana azy ireny bebe kokoa. Vokatra andrasana ny hahitana, ny hahatsapana ny fiantraikany amin'ilay rafitra mampihatra azy.

Nanamafy izany, Ramatoa Catherine Payet, CEO sady mpanorina ny Stratégie & Territoire, fa mila hampifanarahana amin'ny vanim-potoana ny lafiny serasera. Natao ity fiaraha-miasa amin'ny Becom ity, satria ilaina izany hanomezan-danja ny serasera aty amin'ny ranomasimbe Indianina.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

